



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Gestion de la crise sanitaire

Question au Gouvernement n° 3443

Texte de la question

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

M. le président. Avant de lui donner la parole, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à M. Julien Ravier, devenu député de la 1er circonscription des Bouches-du-Rhône le 8 octobre, en remplacement de Mme Valérie Boyer. *(Applaudissements sur de nombreux bancs.)*

M. Julien Ravier. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République a décrété de façon discrétionnaire un couvre-feu dans cinquante-quatre départements, qui a des conséquences dramatiques pour les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du spectacle, notamment dans la ville de Marseille, que je représente.

La tenue prévue de deux conseils de défense, aujourd'hui et demain, laisse penser que des mesures encore plus restrictives seront adoptées. Force est de constater que c'est une énième preuve de votre échec cinglant dans la gestion de la crise sanitaire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. - Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Déjà, au début de la crise, vous nous expliquiez que les masques et les tests massifs étaient inutiles,... *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. Chers collègues, seul M. Ravier a la parole.

M. Julien Ravier. ...parce que nous n'en avons pas. Quant au Président de la République, il déclarait le 14 juillet dernier : « en cas de seconde vague, nous serons prêts. » En réalité, en six mois, vous avez été incapables de nous préparer à cette deuxième vague... *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Vives protestations sur les bancs du groupe LaREM.)*

...car protéger les Français, ce n'est pas seulement restreindre leur liberté de travailler ou de se divertir, c'est apporter une réponse sanitaire à la hauteur des enjeux. *(Mêmes mouvements.)*

Même si nous ne contestons pas l'urgence d'un couvre-feu ou d'un reconfinement partiel, ces mesures symbolisent l'échec total de la stratégie « tester, tracer, isoler », l'échec de votre déconfinement, l'échec du renforcement du système hospitalier, l'échec de l'ouverture de lits de réanimation supplémentaires, l'échec du recrutement et de la formation de nouveaux personnels de santé. *(Brouhaha persistant.)*

En définitive, c'est l'échec cuisant de la stratégie du Président de la République et du Gouvernement. *(Le bruit persistant couvre la voix de l'orateur dans l'hémicycle.)*

Monsieur le Premier ministre, qu'avez-vous fait pour préparer notre système de santé à cette deuxième vague ?

Quelle nouvelle mesure d'urgence allez-vous prendre pour rattraper enfin le temps perdu ? Allez-vous enfin inscrire le covid-19 dans la liste des maladies à déclaration obligatoire, mais aussi et surtout... (« Zéro ! » et exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues.

M. Julien Ravier. ...allez-vous suivre les propositions du professeur Juvin.... (Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Brouhaha et claquements de pupitres sur les bancs du groupe LaREM.)

M. le président. S'il vous plaît !

M. Julien Ravier. ...en ouvrant des hôpitaux éphémères, des lits de réanimation, en formant des aides-soignantes et des infirmières à quelques tâches nouvelles...

M. le président. Merci, monsieur le député.

M. Julien Ravier. ...quand allez-vous réagir ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR ainsi que sur certains bancs du groupe FI – Brouhaha sur les bancs du groupe LaREM.)

M. le président. Du calme, mes chers collègues. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, à vous écouter, c'est à se demander si vous ne considérez pas que le Gouvernement est responsable de la diffusion du virus sur la planète entière, ou dans toute l'Europe. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

À vous écouter, on a l'impression que vous ne voyez pas qu'une seconde vague arrive dans le monde, qu'elle touche tous les pays européens, que le virus réapparaît non seulement en France, mais aussi en Italie, en Allemagne et chez nos autres voisins.

Vos propos, monsieur le député, sont irresponsables. (Exclamations sur les bancs du groupe LR.) Oui, il est irresponsable, dans le moment que nous vivons, d'attiser les craintes, les doutes et les inquiétudes. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Vous parlez de la situation des restaurateurs et des entreprises. Évidemment que nous avons à cœur de leur répondre ! C'est ce que nous faisons depuis le début de cette crise, avec de nombreuses mesures. Je vous invite à trouver un pays en Europe qui en a adopté d'aussi fortes que les nôtres pour les protéger.

Vous parlez de l'épidémie. Évidemment que nous avons à cœur de protéger les Français. Depuis le début de cette crise, notre seule boussole est la protection de la santé des Français et de leur sécurité. Nous continuerons ainsi. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Vos propos sont irresponsables, parce que vous feignez d'ignorer la situation que connaît le monde, mais aussi parce que vous êtes dans l'incapacité la plus absolue de proposer d'autres mesures. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.)

Vous n'avez aucun plan, aucune idée ! Si vous étiez aux affaires, vous ne feriez rien, et vous vous contenteriez d'un rôle de spectateur.

Quant à nous, nous prenons nos responsabilités, nous continuerons à le faire, et nous l'assumons. Nous ne sommes pas prêts à recevoir des leçons comme la vôtre à l'instant. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [M. Julien Ravier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3443

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 octobre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 octobre 2020](#)